

Les hôpitaux belges et bruxellois massivement dans le rouge – Quand le gouvernement réagira-t-il ?

L'étude annuelle MAHA de Belfius montre une détérioration dramatique de la situation financière des hôpitaux généraux belges pour l'exercice 2022. Près de 60 % des hôpitaux généraux étaient dans le rouge en 2022. C'est deux fois plus que l'année précédente. Pour GIBBIS, qui représente le secteur hospitalier bruxellois, c'est la chronique d'une catastrophe annoncée. Une situation qui aura tôt ou tard un impact sur la qualité des soins. Il est grand temps d'agir !

Près de 60 % des hôpitaux généraux ont un résultat courant négatif en 2022, pour 84 % le résultat courant est inférieur à 1 % du chiffre d'affaires. Le secteur dans son ensemble enregistre une perte courante de 181 millions d'euros, alors qu'il vise une rentabilité minimale de 2 % afin d'investir dans l'innovation. 29 % des hôpitaux généraux ne généreront même pas un flux de trésorerie suffisant en 2022 pour rembourser leurs emprunts, soit deux fois plus qu'en 2021. Ce ne sont là que quelques chiffres tirés de l'étude MAHA qui mettent en évidence la détérioration dramatique de la situation financière des hôpitaux généraux.

Cette année, l'étude MAHA se risque également à des prévisions. Sur la base des chiffres du premier semestre 2023, la situation ne sera pas meilleure en 2023. Les hôpitaux qui préparent actuellement leur budget pour 2024 arrivent à la même conclusion pour 2024.

Le fragile équilibre financier, dû à un sous-financement structurel historique, a été déséquilibré par de nouveaux facteurs, notamment :

- Les mécanismes de financement ne sont pas adaptés pour répondre à la forte augmentation de l'indexation et des coûts de l'énergie.
- Le Bureau fédéral du Plan prévoit toujours une indexation très élevée de 4 % en 2023 et 2024. Cependant, l'indexation des honoraires arrive avec un an et demi de retard.
- Seule une partie de l'augmentation des coûts énergétiques est financée.

« L'année dernière, nous avons lancé un appel public urgent pour que soit abordée la question de la santé financière du secteur hospitalier. Nous avons réitéré cet appel le mois dernier (voir le communiqué de presse du 04/10/2023 : <https://www.gibbis.be/fr/toutes-les-actualites/item/5060-communication-de-presse-16>) dans le cadre des discussions sur le budget 2024. Alors que pendant la crise de Covid-19, le gouvernement mettait tout en œuvre pour soutenir les hôpitaux, aujourd'hui, il ne le fait plus. Je me demande quand le gouvernement va enfin réagir », déclare Dieter Goemaere,

Chief Economist chez GIBBIS.

« Dans ce contexte financier extrêmement difficile, le secteur hospitalier prend ses responsabilités et recherche constamment des gains d'efficacité, sans compromettre la qualité des soins : des économies sont réalisées là où c'est possible, les admissions sont raccourcies, lorsque c'est médicalement possible (-5,7 % en 3 ans) ou remplacées par une hospitalisation de jour (58 % des admissions se sont faites en hôpital de jour en 2022 contre 53,6 % en 2019). Cela reste néanmoins des gouttes d'eau dans la mer. Ce n'est qu'une question de temps avant que le contexte financier n'affecte également l'accessibilité et la qualité des soins » ajoute Dieter Goemaere.

Les défis sont pourtant énormes : la demande de soins de la population augmente avec le vieillissement de la population, le secteur hospitalier doit devenir plus attractif pour le personnel soignant, la transition écologique et technologique est à nos portes.

Dans la perspective des prochaines élections, GIBBIS préconise donc d'investir dans les soins de santé. La norme de croissance des budgets de soins, hors indexation, devrait être d'au moins 2,5 %. En outre, des budgets spécifiques sont nécessaires pour investir dans un plan d'attractivité pour le personnel des soins de santé, le développement durable et le développement technologique comme l'intelligence artificielle. Les coûts légitimes tels que l'indexation du personnel, la cybersécurité, la sécurité des données et les coûts de fonctionnement des quartiers opératoires nécessitent un financement adéquat. En outre, une réforme en profondeur du financement des hôpitaux est nécessaire pour que les ressources soient allouées efficacement à ceux qui gèrent les coûts. Cela permettrait aux médecins et aux hôpitaux de continuer à investir ensemble dans l'innovation.

Contact presse :

Ariane van de Werve – +32 486 17 33 26 – ariane.vandewerve@GIBBIS.be

GIBBIS (www.GIBBIS.be) est la fédération patronale pluraliste des secteurs public et privé associatif des institutions de soins à Bruxelles. Elle représente plus de 70 institutions membres (hôpitaux, institutions psychiatriques et maisons de repos), réparties sur plus de 80 sites à Bruxelles et couvrant les 19 communes de la Région de Bruxelles-Capitale.